

# L'élection de Macron a déjà fait perdre 252 millions d'euros à la France

252 millions d'euros d'argent public envolés en trois mois pour installer Macron à la place de Fillon et torpiller notre démocratie. C'est ce que coûte à la SNCF une commande de 30 trains pour ses lignes Intercités. C'est le montant du prêt de l'UE obtenu par la région PACA pour un vaste plan de construction et de rénovation de ses lycées... Le contribuable saigné à blanc depuis cinq ans appréciera...

En 2017, tout s'est joué contrairement aux attentes

Le vainqueur de la "primaire de la droite et du centre" sera le futur Président de la République entendait-on partout... Au premier tour, le PS achevait 10 ans d'un intensif Sarko-bashing et "le patron" était éliminé. Au deuxième tour, Fillon sortait largement en tête d'un scrutin de 4,4 millions de voix et était unanimement donné vainqueur de la présidentielle de 2017. Tous les espoirs étaient permis pour une véritable alternance après le quinquennat calamiteux qui s'achevait. Symptomatique, avec ses 3635 parrainages, Fillon recueillait le double de Macron (1829 signatures) et six fois plus que Marine Le Pen (627 signatures) !

Mais c'était sans compter les magouilles du Château et l'incroyable pouvoir de nuisance du petit monde médiatique à la botte du régime. Panique à gauche, il fallait réagir et vite !

Un coup d'État institutionnel qui restera dans les annales

25 janvier 2017. L'offensive contre la droite rassemblée autour de Fillon est lancée par le "Canard enchaîné". Le jour même, les juges du PNF -Parquet National Financier- ouvrent une "enquête préliminaire". Débute alors un lynchage médiatico-judiciaire d'une rare intensité. Le PS enregistre sa première victoire le 1er février avec la perte pour Fillon de 6,5 points dans les sondages... Les médias aux ordres étant à la manoeuvre, rien n'y changera : ni le parcours politique impeccable pendant 36 ans de Fillon, ni la parfaite légalité et transparence des comportements reprochés, ni le fait que ceux-ci soient partagés par la plupart des 925 parlementaires avec souvent bien moins d'éthique que Fillon (achat de biens immobiliers pour enrichissement personnel comme Mélenchon par exemple) ni la sacro-sainte présomption d'innocence respectée pour les pires criminels pris en flagrant délit !

Le déferlement médiatico-judiciaire se poursuivra jusqu'au 23 avril avec l'élimination de Fillon de la course à l'Élysée au profit de Macron face à Le Pen.

"C'est à la fin de la foire qu'on compte les bouses"

Le vieil adage paysan ne saurait mieux s'appliquer en la circonstance. Les fins stratèges occupés à démolir Fillon pour installer Macron n'avaient sans doute pas pensé que les marchés financiers nous observaient.

Le 27 novembre 2016 au moment où Fillon est élu, l'État emprunte chaque jour 800 millions d'euros au taux de 0,75 % et ce, jusqu'à ce que la bombe puante du Canard Enchaîné soit mise à feu contre Fillon. L'instabilité politico-économique atteint alors des sommets. La crainte des investisseurs

étrangers provoque une hausse des taux d'intérêt de la dette française sur les marchés financiers. Ces investisseurs que la perspective de victoire de François Fillon rassurait imaginent alors le scénario du pire : Marine Le Pen ou Mélenchon à l'Élysée. Le taux d'emprunt de la France grimpe à 1,2 % ! Plus précisément, après le 24 janvier 2017 date de l'attentat médiatique du Canard, et pendant les 3 mois de pilonnage quotidien contre Fillon, ce taux oscille autour de 1,1 % en moyenne. Nous y sommes : Le phénomène se traduit immédiatement par un surcoût d'intérêt de 0,35 % en moyenne, donc une augmentation de 2,8 millions d'euros par jour, multipliés par 90 jours (trois mois), à l'issue desquels on observe un retour à la « normale ».

Ainsi, 252 millions d'euros au bas mot se sont rajoutés à l'ardoise de la République ! (Estimation fondée sur les chiffres de l'Agence gouvernementale France Trésor et France Inflation.com). Et on ne compte pas les frais de procédure engagés par l'État.

« Lors de son discours du Bourget, Hollande avait déclaré la guerre à la finance ennemie. Cinq ans plus tard, c'est au contraire la finance qui semble prête à déclencher les hostilités contre une France en totale décomposition morale, économique, sociale et politique », remarquait à juste titre, Pierre-Antoine Delhommis journaliste économique du journal Le Monde. Macron « l'héritier » présidera une France déchirée, en faillite dans une démocratie à la dérive.

Quant aux Français de droite, spoliés de leur élection et à qui la gauche ne propose plus que le choix entre le FN et ce qui amène le FN, il ne leur reste que l'espoir de voir prochainement l'Assemblée nationale virer à tribord toute !

Calculette @LaMutine